

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Coup bas

- Social -

Date de mise en ligne : samedi 3 octobre 2009

Démocratie & Socialisme

Vous ne vous en souvenez probablement pas, mais il fut un éphémère ministre de la santé du gouvernement Villepin entre mars et mai 2007. Renvoyé par la victoire de Sarkozy à une obscurité propice à toutes les ruminations et soucieux sans doute de se retrouver sous la lumière des projecteurs, le dénommé Philippe Bas se penche aujourd'hui sur le sort de nos chères têtes chenuées. Ce proche de Chirac vient en effet de se rendre compte que le prix des maisons de retraite a fortement augmenté et que « avec une retraite moyenne de 1200 euros, les personnes âgées ne peuvent suivre sans que toutes leurs économies y passent ». Et d'ajouter que « beaucoup sont contraintes de faire appel à leurs enfants ou à l'aide sociale », ce qui constituerait une « insupportable humiliation ». Touché par la grâce, ce bon samaritain va-t-il sonner la charge contre la politique retraitside de Sarkozy ? Va-t-il se rallier par exemple à l'idée de créer une nouvelle branche de la Sécurité sociale dédiée à la prise en charge de la dépendance ? Nouvelle branche financée par une augmentation adéquate des cotisations sociales salariales et patronales.

Que Nenni ! Le Bas de la France d'en haut considère que ce serait « irresponsable » et qu'il vaut mieux financer « par le travail qui enrichit la France, que par l'impôt qui l'appauvrit ». Il nous propose donc, ni plus ni moins, que de créer une deuxième « journée de solidarité » (en bon français de travail gratuit). Nous exhortant avec des accents churchilliens à « surmonter nos égoïsmes pour donner à nos anciens et aux personnes handicapées un peu de ce temps libre dont nous disposons à profusion ». Mais pas question pour ce faire de recourir à la générosité des artisans, commerçants, agriculteurs et professionnels libéraux, lesquels ne sont pourtant déjà pas soumis à la fameuse journée de solidarité. Non, car ces gens-là, voyez-vous, n'ont pas de « temps libre » à consacrer « à nos anciens ». Pensez donc, « ils travaillent déjà plus de cinquante heures par semaine », Bas dixit ! Non, non, la nouvelle journée de solidarité devrait être travaillée par « la moitié des salariés français ». Ceux qui, selon lui, vivent dans le « pays des trente-cinq heures ». Et ça, ça mérite des baffes... « à profusion » !

Christian Gourdet